



Lettre Diplomatie & Défense

N°17

Février 2022

Éditorial

L'invasion de l'Ukraine par la Russie a bousculé l'Europe, le monde... et cette lettre. Voici trois semaines, malgré les avertissements de nos alliés américains, à peu près personne ne croyait que les grandes manœuvres russes allaient déboucher sur une opération militaire de grande ampleur. Voici encore dix-huit jours, la plupart des observateurs s'accordaient sur les buts de guerre russes ; protéger les populations russophones de l'Est, de ce qui est dénommé "région du Donbass", à laquelle le gouvernement de Kiev n'a jamais accordé l'autonomie promise lors des accords de Minsk. Et s'arrêter là. Au moment où nous écrivons, nul ne semble certain des buts de guerre de la Russie. Où s'arrêtera l'armée russe ? À quelles conditions Vladimir Poutine estimera-t-il avoir lavé l'humiliation des années 1990 ? À quelles conditions aurait-il la certitude d'avoir restauré la sécurité de la Russie, voire rétabli l'Empire ? Avec, pour la Pologne, pour les États baltes, comme bientôt pour l'ensemble de l'Europe, une inquiétude qui monte ; et si l'armée russe allait plus loin ?

Dans cette lettre, nous nous en tenons à notre vocation ; par une meilleure compréhension des faits et des intérêts, contribuer à la paix et la stabilité du voisinage stratégique de l'Europe. Nous proposons diverses analyses qui vont de la Chine à l'Éthiopie, et nous informent sur l'évolution de l'Allemagne et de l'Union européenne dans le domaine des Armements et de la doctrine de Défense. Leslie Varenne, qui nous a déjà fait bénéficier de sa compétence sur l'Afrique de l'Ouest, décrit le scénario de sortie de Barkhane et de Takuba, deux opérations qui peuvent difficilement être considérés comme un succès français. Et Roland PIETRINI nous fait part de son analyse bien renseignée sur le conflit en Ukraine. Et j'y ajoute une page du blog que je tiens chaque semaine sur les sujets de l'Union européenne, au sujet du syndrome de Sarajevo.

Je vous souhaite à tous une bonne lecture de notre Lettre de Défense et de Stratégie, plus au cœur que jamais de nos enjeux de survie.

Hervé JUVIN

Sommaire :

Éditorial.....page 1

Diplomatie : « La Chine, grande gagnante de la guerre russo-ukrainienne »page 3

Défense : « Premières leçons d’une guerre »page 8

Les Alertes :page 10

Autre :

« Russie - Ukraine, un conflit en Europe » par Laurent Pietrini.....page 14

« Retrait de Barkhane et Takuba au Mali et après ? » par Leslie Varenne.....page 24

Diplomatie

La Chine, grande gagnante de la guerre russo-ukrainienne ?

La Chine s'affirme aujourd'hui et encore plus demain comme le grand gagnant de la guerre en Ukraine. Non seulement, elle devient le seul allié de poids de la Russie, mais elle voit ses concurrents occidentaux revenir à leurs propres espaces, lui laissant le champ libre le long de ses routes de la soie.

Les gains stratégiques chinois en Asie

Sur le court terme, la Chine profitera à plein de son statut de seul grand allié de la Russie pour obtenir des avantages durables : l'annonce de la construction d'un gazoduc entre les deux pays est un premier pas, certainement suivi par d'autres accords dans d'autres domaines. Les sanctions prises par l'Occident conduiront inévitablement à un resserrement des relations politiques et économiques entre les deux pays. Ce partenariat, déjà l'œuvre mais partagé avec d'autres pays, sera naturellement déséquilibré car, des deux, c'est bien la Russie qui a besoin de la Chine : la réciproque, de moins en moins vraie, ces dernières années, s'amenuise grandement et ce n'est pas une bonne nouvelle.

Sur le moyen terme, le gain le plus important pour Pékin de la crise actuelle est le retour du continent européen comme principale arène de conflit, après que Washington ait cherché pendant des années, dans le cadre de la politique dite de « pivot vers l'Asie », à concentrer ses efforts, coordonnés avec ses alliés les plus fidèles (partenariat AUKUS, alliance avec l'Inde, l'Indonésie, les Philippines, etc) sur le containment envers la Chine. Ce que le réarmement coûtera à aux pays européens ne sera pas mis en priorité sur l'Asie, mais sur les capacités militaires destinées à la sécurité de son continent. Le relâchement de la pression occidentale devrait lui permettre de continuer à avancer méthodiquement ses pions le long des routes de la soie et d'accroître sa pression sur les pays limitrophes à ses neuf traits.

Sur le long terme, la Chine peut compter sur un affaiblissement durable de la Russie en Asie. L'Inde, son rival principal dans la région, ne pourra plus compter autant sur la Russie qu'auparavant car les sanctions qui touchent l'appareil de production russe auront des répercussions sur la capacité russe à produire et à exporter du matériel de guerre sophistiqué à ses alliés asiatiques. Certes, l'Occident prend le relais, comme les ventes d'armes américaines et françaises en Inde mais aussi en Indonésie en témoignent, mais l'appareil militaire indien est encore à plus de 75% d'origine russe pour ses forces terrestres, navales et aéronautiques. La Chine se substituera progressivement à la Russie sur ces marchés stratégiques, à peine gênée par la Corée du Sud, très présente certes mais de niveau inférieur.

Un troisième front : le Golfe

D'autres acteurs, pour le moment, discrets, pourraient d'ailleurs compliquer la tâche américaine, en ouvrant un troisième front : dans le Golfe. Il n'a échappé à personne à Washington que la Chine, la Russie et l'Iran ont récemment effectué des manœuvres navales dans le golfe Persique et l'océan Indien. L'escalade du conflit entre l'Est et l'Ouest augmentera ainsi la pression sur les pays situés entre les continents européen et asiatique, c'est-à-dire le Levant et le Golfe arabe, par le resserrement de cette alliance tripartite déjà l'œuvre. Si la Russie n'a pas percé réellement dans le Golfe et est restée cantonnée à ses pays alliés (Algérie, Égypte et Syrie), la Chine a eu plus de succès comme en témoignent les ventes de ses systèmes de drones ou de missiles au Maroc, en Algérie, en Arabie, au Qatar et aux EAU.

Là aussi, l'Administration Biden qui souhaitait se désengager de la région pour mieux contenir la Chine, devra maintenir une présence exigeante : elle y était déjà obligée après les attaques coordonnées des Houthis sur les pays alliés : Arabie, EAU, mais elle devra désormais compter sur un renforcement de l'axe Russie-Chine-Iran, et donc choisir rapidement, ou de conclure un accord rapide avec l'Iran ou de l'avoir contre elle, faute d'accord. Israël pousse au règlement par la force du problème iranien, mais en avait été empêché pour l'instant par l'Administration américaine, qui préférerait capitaliser sur les accords d'Abraham plutôt que d'être poussée à la confrontation directe avec l'Iran. Israël qui a certes condamné l'attaque russe sur l'Ukraine, est dans une posture délicate : d'un côté, elle a refusé toute assistance à l'Ukraine et interdit les pays voisins (baltes et Pologne) de transférer les matériels qu'elle y a vendus à l'Ukraine, de peur que la Russie n'accroît sa pression, avec la Syrie, sur ses frontières, mais de l'autre ne peut voir le resserrement sino-russo-iranien sans crainte puisqu'il protège l'Iran dans sa quête nucléaire. Sa sécurité entraînera-t-elle les États-Unis à une réassurance plus musclée ?

Au bilan, le renforcement de la Chine s'annonce déjà comme la grande conséquence de la guerre en Europe, à l'instar de celui des États-Unis à la suite des deux guerres mondiales ou de l'Iran après la guerre américaine d'Irak.

Pour Washington, le retour de la guerre en Europe signifie plus que jamais que son appareil militaire doit garantir en même temps une réassurance importante en Europe et un « containment » exigeant en Asie. Il n'est plus question de pivot mais de maintenir un imperium diplomatique, militaire et économique sur l'Europe, le Golfe et l'Asie, c'est-à-dire à, un réengagement massif général et mondial.

Pour les pays européens, cette guerre russe les aimante à l'Est durablement alors que ses principaux problèmes sont tous au Sud (immigration, terrorisme islamiste, menées turques, faillite des États africains et instabilité du Maghreb) : leur priorité stratégique devrait être de régler par la diplomatie au plus vite ce conflit pour redéployer leurs efforts au Sud, mais leur boussole stratégique étant aimantée par Washington, il y a fort à parier qu'ils n'en feront rien.

Au bilan donc, un gâchis stratégique où les pays européens, une fois encore, seront les grands perdants.

Les télégrammes

N°1 – Chine : point sur les routes de la Soie

Depuis 2013, la Chine bâtit méthodiquement les routes de la soie : tout empire construit des routes pour s'assurer l'importation rapide et protégée de ses approvisionnements stratégiques (matières premières, énergie) et l'exportation, tout aussi rapide et protégée, de ses exportations.

Un empire, des routes

Les routes que la Chine a bâties sont à la fois terrestre (Silk Road Economic Belt ou SREB) et portuaires (Maritime Silk Road ou MSR) ; au total, sur les 80 projets portuaires prévus avec 138 pays, 25 d'entre eux ont déjà été mis sur pied avec le soutien de sociétés chinoises, dont 15 dans la seule zone de l'Océan Indien. La mise sur pied de tels projets n'est possible qu'avec la mobilisation d'énormes moyens financiers : selon les estimations, Pékin aurait déjà débloqué entre 1000 et 1400 milliards \$ et d'ici 2049, la grande année où la Chine estime qu'elle sera une grande puissance mondiale, peut-être la première, compte mobiliser l'équivalent de deux fois son PIB annuel (18 460

milliards \$ en 2022). La lettre n°16 avait déjà analysé le piège de la dette : accordant des prêts à des taux d'autant plus élevés que les pays client sont peu solvables, la Chine s'assure de gages en cas de non-remboursement.

Une stratégie de collier de perles pour déduire les contraintes et rayonner



La stratégie chinoise prend la forme d'un collier de perles qui s'étend de la Mer de Chine méridionale à l'océan Indien. Le centre d'études supérieures de la Marine française¹ en dénombre une dizaine destinée à l'appui des menées économiques et militaires chinoises :

- Île de Hainan : base chinoise de sous-marins ;
- Île Woody aux Paracels : base aéroportuaire ;
- Sihanoukville (Cambodge), Mergui et Sittwe (Birmanie) : bases navales ;
- Îles Coco : station d'écoute ;
- Gwadar (Pakistan), Chittagong (Bangladesh), Hambantota (Sri Lanka), Port Soudan, Thilawa, Hainggy et Kyaukpyu (Birmanie) : ports commerciaux susceptibles d'abriter à terme des installations militaires.

La vocation de ces points d'appui est double : il s'agit d'une part de réduire les goulets d'étranglement des détroits (Malacca, Sonde, etc) par lequel transitent 85% des importations : les perles de Gwadar et de Sittwe offrent la possibilité de contourner le détroit par voie terrestre. De l'autre, de rayonner vers les zones d'exportation (Le Pirée, Noatum, Zeebrugge) et en Atlantique Sud (Bata en Guinée Équatoriale). Aucune route n'est négligée puisque la Chine a annoncé en 2018 vouloir construire une route arctique, troisième axe après le corridor eurasiatique et la route maritime indopacifique.

N°2 – Taïwan n'est pas l'Ukraine : avertissement préventif américain

Le parallèle entre l'invasion de l'Ukraine et celui de Taïwan a été rapidement tiré par la diplomatie américaine : une délégation officielle mais médiatisée composée de l'ancien chef d'État-Major des Armées, l'amiral Mike Mullen, s'est rendue à Taïwan signifiant indirectement à la Chine que la crise ukrainienne ne faisait pas oublier la situation de l'île nationaliste aux États-Unis.

Le Département d'État a fait d'une pierre deux coups : rassurer Taïwan, dont l'espace aérien a été régulièrement survolé ces derniers jours par des avions de combat chinois, et rassurer les pays d'Asie sur la vigilance américaine face à la Chine en dépit du conflit européen.

1

La Belt & Road initiative : une stratégie maritime chinoise, n°247. CESM.

N°3 – De l’Ukraine au Yémen : la position des EAU

Toujours agile, la diplomatie des EAU a négocié ces derniers jours un accord avec la Russie : cette dernière accepte la résolution n° 2624, qui considère la milice Houthi au Yémen comme un groupe terroriste et l’inscrit sur la liste des sanctions ; en échange, les EAU s’abstiennent de toute position critique aux Nations-Unies de l’invasion de l’Ukraine.

Si cet accord sert les intérêts bien compris des deux parties, il permet aussi aux EAU de se poser, plus tard, en intermédiaires du conflit. En attendant ce moment qui leur donnera la possibilité de jouer un rôle équivalent au Qatar dans le conflit afghan et à Oman, dans la question du nucléaire iranien, les EAU ont obtenu une pression internationale supplémentaire sur les milices Houthis, même si celle-ci n’aura que peu d’effet sur le terrain.

N°4 – Turquie : activation de la Convention de Montreux

La Turquie a décidé d’appliquer l’article 19 de Convention de Montreux du 20 juillet 1936 afin d’éviter une escalade du conflit. Maître des détroits du Bosphore et des Dardanelles, non signataire de la Convention de Montego Bay mais gardien actif depuis 86 ans du droit créé, Ankara active les dispositions de plusieurs articles :

En temps de guerre, la Turquie n’étant pas belligérante, d’après l’article 4, le régime institué pour les navires de commerce, qu’ils soient belligérants ou non, est en tous points le même que celui du temps de paix.

L’article 19 interdit en principe le passage des détroits aux flottes de guerre belligérantes. En revanche, la liberté de passage est reconnue aux bâtiments de guerre des puissances non belligérantes, à condition que ces bâtiments respectent toutes les dispositions limitatives et restrictives de la liberté de passer prévues pour le temps de paix. Toutefois, «il sera interdit aux bâtiments de guerre de toute puissance belligérante de passer à travers les détroits, sauf dans les cas rentrant dans l’application de l’article 25 de la présente Convention, ainsi que dans le cas d’assistance prêtée à un État victime d’une agression en vertu d’un traité d’assistance mutuelle engageant la Turquie, conclu dans le cadre du Pacte de la SDN ».

Malgré l’interdiction générale de passage qui frappe les flottes belligérantes, il est prévu que les bâtiments de guerre des puissances belligérantes riveraines ou non de la mer Noire, séparés de leurs ports d’attache, soient autorisés à rallier ces ports (art. 19). Il est interdit aux bâtiments de guerre belligérants autorisés à passer en transit « de procéder à toute capture, d’exercer le droit de visite et de se livrer à un acte hostile quelconque dans les détroits » (art. 19 §5).

En temps de guerre, la Turquie étant belligérante, les navires de commerce n’appartenant pas à un pays en guerre avec la Turquie jouissent de la liberté de passage (art. 5). Ils ne doivent assister en aucune façon l’ennemi, doivent entrer de jour dans les détroits et, ce, par la route qui sera, dans chaque cas, indiquée par les autorités turques. En ce qui concerne les bâtiments de guerre, leur passage « est entièrement laissé à la discrétion du gouvernement turc » (art. 20).

Comme le note Tolga Bilener², la convention de Montreux « continue de rester en vigueur car les trois normes qui constituent sa base restent toujours d'actualité : la sécurité de la Turquie assurée par la souveraineté absolue de celle-là dans la zone des détroits ; la sécurité des riverains de la mer Noire, plus particulièrement de la Russie, en maintenant une liberté de passage strictement réglementée par les navires de guerre ; la liberté de passage pour la marine marchande. L'adhésion de la Roumanie et de la Bulgarie à l'Union européenne en 2007, en faisant de la mer Noire une mer de l'UE, et la nouvelle stratégie américaine sur le littoral de la mer Noire, dont trois des six riverains sont désormais membres de l'OTAN, tandis que l'Ukraine et la Géorgie sont de plus en plus en phase avec les politiques de Washington, ne font qu'exacerber le sentiment d'isolement de la Russie dans la région. ».

N°5 – Éthiopie : remplissage du barrage Renaissance

Passée inaperçue, la mise en service du barrage de la Grande Renaissance (GERD), le 20 février dernier, est un événement qui ne manquera d'alimenter la tension entre l'Éthiopie et ses voisins égyptien et soudanais.

Si les objectifs éthiopiens sont louables - 60% de la population éthiopienne (110 millions) n'a pas accès à l'électricité -, les conséquences du barrage ne peuvent être ignorées : construit sur le Nil, plus grand fleuve d'Afrique, partagé, entre autres, trois pays, le barrage est donc au cœur de tensions diplomatiques que même l'intervention du Conseil de sécurité de l'ONU n'a pu apaiser.



Selon la diplomatie égyptienne, le Nil fournit 97% de ses besoins en eau ; surtout plus de cent millions d'Égyptiens vivent le long du fleuve. Or, le remplissage du barrage s'étalant sur une période de 5 années, risque de réduire les terres arables de 67% par an.

C'est pourquoi Le Caire et Khartoum souhaitent une durée longue du remplissage du barrage (une vingtaine d'années), ce qui limiterait la réduction des surfaces agricoles à 2,5% par an et laisserait à l'écosystème fluvial le temps de s'adapter. Les deux capitales exigent en outre qu'une commission soit instituée afin de contrôler régulièrement le débit du barrage afin d'éviter qu'Addis-Abeba ne le module en fonction de ses intérêts particuliers.

L'armement de l'Éthiopie a suivi en parallèle les travaux de construction du barrage : c'est ainsi que le ministère de la Défense a acquis un ou deux systèmes sol-air (Pantsyr-S1) à la Russie et des drones TB2 à la Turquie.

² « Les détroits, atout stratégique majeur de la Turquie », Ministère des Affaires Étrangères français.

Défense

Premières leçons d'une guerre

Déclenché le 24 février par la Russie, l'assaut sur l'Ukraine n'a pas provoqué l'effondrement rapide attendu de celle-ci au point que certaines analyses peuvent déjà être présentées :

La guerre-éclair n'a pas eu lieu ; quelques jours après son début, l'offensive n'a pas abouti à la capitulation d'unités ukrainiennes entières ou la reddition de villes majeures. Sous-estimée, la résistance ukrainienne, désormais armée par 28 pays, n'a pas faibli brutalement ;

Si la victoire militaire russe semble acquise à terme, même au prix de pertes importantes, humaines et matérielles, elle ne peut déboucher en aucun cas sur une situation apaisée : dans un pays aussi vaste que l'Ukraine et avec autant de voisins qui l'arment, la phase de stabilisation sera extrêmement difficile voire impossible : guerre civile et guérilla rendront la victoire militaire illusoire ;

C'est pourquoi la question des buts de guerre se pose avec acuité. Pourquoi une invasion de l'Ukraine par trois grandes offensives alors que la reconnaissance des républiques de Donetsk et de Lougansk avec une assistance militaire russe aurait pu suffire, du point de vue russe, à créer une zone-tampon ?

Cette question suscite trois commentaires :

L'annexion de l'Ukraine ou d'une partie de celle-ci semble impossible à réaliser : l'occupation, déjà coûteuse en moyens, se transformera vite en un bourbier à l'irakienne, à l'afghane ou à la vietnamienne ; qui peut espérer "tenir" une ville métropole comme Kiev contre sa population ?

La partition de l'Ukraine, si tant est qu'elle soit réalisable, ne fera qu'accélérer l'adhésion à l'OTAN de la partie occidentale sans stabiliser la partie orientale sous contrôle russe plus ou moins direct ;

La destruction du potentiel militaire ukrainien, avant un retrait négocié, n'achèterait la sécurité que pour peu de mois, l'OTAN s'empressant de reconstituer le stock des équipements et des armements perdus lors des combats.

Les conséquences de cette guerre, elles, sont d'ores et déjà perceptibles et sont dans leur majorité, négatives pour la Russie :

Elle a renforcé un régime ukrainien dont tout le monde s'accordait avant à reconnaître qu'il était à la fois corrompu et autoritaire et au final peu fiable ;

Elle provoque un afflux d'armes en Ukraine qui ne peut qu'augmenter les pertes des deux côtés, et un afflux de combattants étrangers dont certains venant de Syrie pour se venger de l'écrasement par la Russie de l'État islamique ;

Elle a également consolidé l'OTAN, alors que la présidence Trump l'avait ébranlée et que l'Administration Biden, toute à l'Asie-pacifique, l'avait délaissée ; la force de réaction rapide a été activée et l'organisation militaire redevient attractive aux yeux des neutres : Suède, Finlande ;

Elle a provoqué un réarmement des pays européens qui s'annonce durable : l'exemple allemand (voir ci-dessous) est frappant.

Elle ruintera par les sanctions qu'elle a induites, en dépit des interdépendances des économies, des industries et des sphères financières, l'économie russe ; aucun partenaire majeur ne pourra compenser l'effet de celles-ci, ni la Chine ni l'Inde ou l'Iran.

À l'aune des événements des derniers jours, le bilan de cette guerre s'annonce déjà comme extrêmement lourd pour la Russie : même une victoire sur le terrain ne saurait rompre l'isolement durable d'une Russie qui aura réussi le tour de force de consolider ses adversaires en s'affaiblissant durablement elle-même.

Pour tout observateur attentif de la stratégie russe de la dernière décennie, ce résultat ne finit pas d'étonner.

La Crimée a été une opération militaire asymétrique, rapide et victorieuse réalisée avec un objectif politique clair et atteignable : l'annexion d'un territoire, autrefois russe, bien délimité et validé par un referendum.

L'assistance à la Syrie, en proie d'être submergée par le Califat de l'État islamique, répondait à des buts politiques clairs : le soutien à un régime ami après la chute de ceux d'Irak et de Libye qui n'avaient pu être empêchés, l'éradication du terrorisme islamique que l'Occident avait laissé proliférer et qu'il avait armé, le retour de la Russie au Proche-Orient. Ces buts ont été servis par une force expéditionnaire limitée, parfaitement calibrée pour les opérations à mener et qui s'est repliée en large partie, une fois sa mission accomplie.

De même les interventions russes entre Syrie et Turquie, puis entre Arménie et Azerbaïdjan ont-elles servi un but politique clair : la Russie, arbitre des conflits, impose sa médiation par la diplomatie (accords bilatéraux ou cessez-le-feu négocié) et des patrouilles sur le terrain.

C'est pourquoi, à la lumière de cette décennie de diplomatie et d'interventions militaires réussies, la guerre en Ukraine est incompréhensible tant ses raisons n'apparaissent pas rationnelles à la lumière des informations en notre possession, et tant ses conséquences, elles, apparaissent dévastatrices pour une Russie dont on avait besoin pour contrebalancer en Europe et ailleurs dans le monde une diplomatie américaine qui, après l'Irak en 2003, n'a aucune leçon à donner sur la rationalité des guerres ni leur conduite.

Les Alertes :

N°1 – Allemagne : le discours de Scholz ou la révolution dans les affaires de Défense

Le 27 février, lors d'une session extraordinaire du Bundestag, le Chancelier Scholz a annoncé vouloir prendre des mesures inédites pour remédier à la Défense de l'Allemagne.

Le 4ème point de son discours a trait à l'investissement dans la Défense :

Création d'un fonds spécial Bundeswehr ("Wir werden dafür ein Sondervermögen „Bundeswehr“ einrichten") ;

Le budget 2022 établit ce fond au niveau de 100 milliards € (« Der Bundeshaushalt 2022 wird dieses Sondervermögen einmalig mit 100 Milliarden Euro ausstatten. ») ;

Ce fonds sera utilisé pour les investissements et les projets d'équipement nécessaires (« Die Mittel werden wir für notwendige Investitionen und Rüstungsvorhaben nutzen. ») ;

La part de la défense dans le PIB sera fixée à 2% annuellement (« Wir werden von nun an – Jahr für Jahr – mehr als zwei Prozent des Bruttoinlandsprodukts in unsere Verteidigung investieren. »).

Le point le plus important de son discours est qu'il propose aux députés de maintenir ce fonds spécial dans la Loi Fondamentale, c'est-à-dire de le rendre permanent : « Und ich richte mich hier an alle Fraktionen des Deutschen Bundestags: Lassen Sie uns das Sondervermögen im Grundgesetz absichern! », le Chancelier précisant que cette décision est prise aussi et surtout la sécurité de l'Allemagne.

Le Chancelier est entré ensuite dans certains détails dont certains sont des confirmations :

Projets évoqués	Détails	Verbatim
MGCS SCAF	« C'est pourquoi il est si important pour moi, par exemple, que nous construisions la prochaine génération d'avions de combat et de chars avec des partenaires européens - et en particulier avec la France - ici en Europe. Ces projets sont notre priorité absolue. »	Darum ist es mir zum Beispiel so wichtig, dass wir die nächste Generation von Kampfflugzeugen und Panzern gemeinsam mit europäischen Partnern – und insbesondere mit Frankreich – hier in Europa bauen. Diese Projekte haben oberste Priorität für uns.
Développement de l'EF-2000	« Tant que les avions ne seront pas opérationnels, nous continuerons à développer ensemble l'Eurofighter. »	Bis die Flugzeuge einsatzbereit sind, werden wir den Eurofighter gemeinsam weiterentwickeln
Euro-drone & armement des drones	« Il est également bon que les contrats pour « l'euro drone » aient pu enfin être signés cette semaine. Nous faisons également avancer l'achat du drone armé Heron d'Israël. »	“Gut ist auch, dass die Verträge zur „Eurodrohne“ in dieser Woche endlich unterzeichnet werden konnten. Auch die Anschaffung der bewaffneten Heron-Drohne aus Israel treiben wir voran.”
Mission nucléaire de l'OTAN	Et pour le partage nucléaire, nous fournissons en temps utile un remplacement moderne des jets Tornado obsolètes. L'Eurofighter doit être activé pour la guerre électronique. L'avion de chasse F-35 est considéré comme l'avion porteur.	Und für die Nukleare Teilhabe werden wir rechtzeitig einen modernen Ersatz für die veralteten Tornado-Jets beschaffen. Der Eurofighter soll zur electronic warfare befähigt werden. Das Kampfflugzeug F-35 kommt als Trägerflugzeug in Betracht.

N°2 – Allemagne 2 : livraison d'armes à un pays en guerre, l'exception à la règle ?

En reprenant à son compte la liste des huit critères de l'Union européenne pour toute exportation d'armement, le contrat de coalition du 24 novembre 2011 interdisait l'exportation d'armements vers des pays en guerre mais l'armement de l'Ukraine avait déjà fait l'objet d'une discussion animée durant la campagne :

Durant la campagne électorale, M. Habeck, alors co-Président du Parti de Bündnis90/die Grünen, et désormais Vice-Chancelier et ministre de l'Économie, s'était prononcé pour des livraisons d'armes défensives allemandes à l'Ukraine. En visite sur la ligne de front au Donbass, le dirigeant écologiste avait déclaré sur les ondes de la Deutschlandfunk qu'à son avis, les armes de défense et d'auto-défense pouvaient être difficilement refusées à l'Ukraine.

Cette position avait alors suscité plusieurs réactions, toutes négatives :

De la part du Président du groupe SPD, Rolf Mützenich, gardien orthodoxe de la position pacifiste du parti sur ces sujets, pour qui la déclaration de M. Habeck démontre l'incapacité de gouvernement des Verts ; ;

De son parti, par deux ténors du dossier :

Jürgen Trittin qui a rappelé le principe selon lequel le parti interdit les exportations en zone de guerre ;

Katja Keul qui reprendra le même argument ;

L'ensemble de ces acteurs n'ont pas changé de position depuis le changement de majorité jusqu'à la guerre en Ukraine :

Le gouvernement a réaffirmé qu'il n'exportait aucune arme létale dans des zones de guerre³ ; cette déclaration est toutefois ambiguë : si les armes de guerre (Kriegswaffen) sont interdites, en revanche, les Rüstungsgüter (Équipements de Défense) peuvent faire l'objet d'exceptions : ce fut l'erreur de M. Habeck que d'évoquer des armes de guerre, et non simplement « des équipements de défense ». Il est d'ailleurs symptomatique de constater qu'en rectifiant ses propos, M. Habeck parlera plus tard bien d'équipements de défense (vision nocturne, avions de reconnaissance, déminage, véhicules & avions de transport médical) ... ;

Verts et SPD ont soutenu cette position, celle de la campagne et de leur manifeste ;

Seule la CDU a soutenu des exportations défensives à l'Ukraine : les positions respectives de MM. Merz et Otte (membre de la Commission de Défense depuis 2005) sont ainsi celles défendues par le parti depuis le début de la crise russo-ukrainienne.

C'est dire si la décision finalement prise d'exporter du matériel de guerre, directement ou indirectement, à l'Ukraine, a dû être difficile à prendre au sein de la coalition.

Livraisons allemandes à l'Ukraine	Matériels
Casques	5000 (demande ukrainienne)
Stinger, missile sol-air	500 unités
Panzerfaust 3 (produit par Dynamit Nobel, filiale allemande de Rafael, missilier israélien)	1000 munitions
Panzerfaust 3 (idem) via les Pays-Bas	50 lanceurs 400 munitions
Véhicules blindés (Fuchs ?)	14
Carburant	10 000t via la Pologne

³ Verbatim : « Die deutsche Bundesregierung verfolgt seit vielen Jahren eine gleichgerichtete Strategie in dieser Frage. Und dazu gehört auch, dass wir keine letalen Waffen exportieren ».

Cette entorse faite au contrat de coalition, justifiée par le conflit ukrainien, ne devrait toutefois pas influencer les débats autour de l'élaboration d'une loi sur l'exportation d'armement, prévue pour l'été prochain. On voit mal en effet l'actuelle coalition revenir aux principes de non-exportation aux régimes autoritaires et aux pays en guerre à l'extérieur de l'Europe.

N°3 – Taxonomie à l'Ouest, guerre à l'Est : la position de la Commission n'est plus tenable

Taxonomie absconse et suicidaire à l'Ouest et guerre à l'Est : telle est la position dans laquelle se trouve la Commission européenne. Jugée contraire à l'éthique et donc exclue de tout financement, l'industrie de défense était jusqu'au conflit actuel bannie de tout investissement, c'est-à-dire condamnée à terme.

En Allemagne, la Deutsche Bank et les Landesbanken BayernLB et LBBW, entre autres, se sont retirées du financement de l'industrie sous le prétexte d'image et d'éthique, et partout en Europe, des cas similaires commençaient à voir le jour, menaçant de devenir générales avant même que la Commission européenne n'adopte une position...

Les institutions européennes ont d'ailleurs multiplié les mauvais coups contre la défense en Europe :

- le règlement de la Cour de Justice européenne de juillet 2021 méconnaissant l'unicité du statut des militaires et opérant une distinction entre activités de routine et opérations, menace de casser l'efficacité de toute armée, au moment même où un conflit de haute intensité a lieu en Europe... ;
- la taxonomie de la Commission européenne menace d'assécher tout effort de recherche et de production dans la défense des nations européennes par le biais de leurs industries d'armement, comme si la prospérité n'avait pas besoin de sécurité ;
- le parlement européen, sous influence allemande, menace d'interdire, hors d'Europe toute exportation d'armement, laquelle est indispensable au modèle économique de toute industrie de défense.

Par ces trois initiatives et en pleine contradiction avec les objectifs affichés par ailleurs (Europe de la défense, fonds européen de défense, coopérations européennes), l'Europe de Bruxelles s'affirme comme le pire ennemi de la paix. Ce ne sera pas l'un des moindres bénéfices de cette guerre que d'ouvrir les yeux des aveugles...

N°4- Pologne : le projet de défense de la patrie bientôt soumis au Parlement

Lors d'une conférence de presse, le 23 février, le vice-Premier ministre Jarosław Kaczyński et le ministre de la Défense nationale Mariusz Błaszczak ont confirmé que le projet de loi sur la défense de la Patrie serait discuté au Sejm sous 15 jours. Celui-ci prévoit :

Une augmentation du nombre de l'armée polonaise à 250 000 soldats en service actif, plus 50 000 militaires des Forces de défense territoriales (WOT). Contrairement à la loi sur la reconstruction, la modernisation technique et le financement des forces armées, le nouveau projet dans sa forme originale n'incluait pas la limite susmentionnée du nombre de soldats ; l'actuel projet de loi le fait et mentionne même la redynamisation de la réserve opérationnelle (une fois par trimestre pour 2 à 3 jours) ;

Des dispositions relatives au financement des forces armées sont au cœur du projet de loi. Premièrement, il devrait accélérer la réalisation du ratio dépenses de défense/PIB de 2,5 %. Il devrait atteindre ce niveau en 2024. Il s'agit d'une accélération significative, car la réglementation actuellement en vigueur parle de 2030, et le projet initial parlait de 2026. Deuxièmement, il est prévu de créer le Fonds de soutien aux forces armées, financé par le produit des titres du Trésor, les versements du bénéfice de la Banque nationale de Pologne, et des obligations émises par la banque Gospodarstwa Krajowego.

Années	% PIB	Montant en zlotys courants (€)
2022	2,2%	59,9 milliards (13,1 milliards €)
2023	2,3%	66,7 milliards (14,7 milliards €)
2024	2,4%	73,8 milliards (16,2 milliards €)
2025	2,4%	78,1 milliards (17,2 milliards €)
2026	2,5%	86,4 milliards (19 milliards €)
2027	2,5%	91,5 milliards (20 milliards €)
2028	2,5%	96,9 milliards (21,2 milliards €)
2029	2,5%	102,4 milliards (22,6 milliards €)
2030	2,5%	108 milliards (23,8 milliards €)

Les montants fournis par le ministère des Finances n'incluent pas les dépenses de programmes distincts à long terme (actuellement l'acquisition de chars M1 Abrams) ni les crédits du nouveau Fonds de soutien des forces armées et dépendent naturellement de la conjoncture économique et n'incluent pas le taux d'inflation élevé (8,6% en janvier). Au total, 24,312 milliards de zł (5,3 milliards €) seront consacrés en plus à la Défense avec l'exigence d'une R&D à 2,5% du budget.

Le nouveau fonds doit être créé auprès de la banque publique Gospodarstwa Krajowego et financé par :

Les recettes des titres du Trésor ;
 Des fonds provenant d'obligations émises par la Banque Gospodarstwa Krajowego, garanties par le Trésor public ;
 Paiements du budget de l'État ;
 Contributions du bénéfice éventuel de la Banque centrale de Pologne.

Le projet de loi sur la défense de la patrie devrait entrer en vigueur le 1er juillet 2022 selon le programme du gouvernement.

N°5 – Inde : un appareil militaire en grande difficulté, conséquence de la guerre en Ukraine

Fortement dépendante de la Russie et de l'Ukraine pour son appareil militaire, l'Inde se retrouve en pleine incertitude sur la poursuite des livraisons d'armements en provenance de ces deux pays.

Avec la Russie, le problème est complexe : déjà, New-Dehli se trouvait sous la menace des sanctions américaines CAATSA pour avoir acquis le fameux système sol-air S-400 (5 batteries dont seule la première est en cours de livraison), sans savoir si le régime d'exceptions s'appliquerait à elle ou non. Le conflit ukrainien risque d'aggraver la situation : non seulement, tout achat russe deviendra encore plus soumis à pression américaine, mais les sanctions qui pèsent sur la Russie risquent d'empêcher cette dernière de produire les équipements commandés, ceux-ci dépendant souvent de pays tiers (électronique de défense notamment). Pour l'Inde, qui dépend à 60% de la Russie pour l'équipement de ses forces armées, la situation est d'ores et déjà problématique.

Avec l'Ukraine, l'exposition est moindre mais néanmoins réelle : modernisation des 100 avions de transport An-32, livraison de missiles air-air R-27 pour son aviation de chasse, propulsion de ses futures frégates Krivak-III.

La politique de substitution par les équipements nationaux ne pourra pas prendre le relais dans nombre de domaines (sous-marin nucléaire, pièces détachées de matériels majeurs, maintenance d'équipements, défense sol-air) et le recours aux équipements étrangers occidentaux (États-Unis, Israël, France pour les principaux fournisseurs) ne pouvant prendre le relais partout et rapidement si tant est que New-Dehli accepte cette dépendance qui la prive d'une double source non sujette aux contraintes diplomatiques.

Russie - Ukraine, un conflit en Europe

Après trente-trois ans de paix fragile sur notre continent, alors que partout ailleurs les tambours de la guerre battaient leur tempo, il paraissait inconcevable qu'un conflit majeur éclate à quelques heures de nos frontières, rappelant les pires heures de notre histoire.

Alors, entre le moment où j'écris - en cette semaine décisive du tout début de ce mois de mars, où les forces russes envahissent l'Ukraine et encerclent les principales villes, que des populations, surtout des femmes et des enfants fuient vers l'ouest, et que d'autres hommes et femmes prennent les armes pour résister - et le moment où je serai lu, la situation aura évolué.

C'est donc avec beaucoup d'humilité que j'aborderais ce sujet de la déstabilisation en Europe en ayant conscience que quels que soient les États et les inconséquences des dirigeants, les peuples sont toujours victimes de la folie des hommes

Cela me fait penser à un mythe⁴, celui d'Europe.

Cette histoire d'Europe commence par un viol et un cocufiage.

Europe, qui était la fille du roi Agénor, roi de Tyr et de Téléphasa, attira un jour l'intérêt de Zeus, chef de l'Olympe. Celui-ci se serait épris de sa beauté et de sa grâce et aurait immédiatement mis en œuvre un plan très habile.

Pour éviter de déclencher la haine de sa femme Hera particulièrement jalouse et se faire remarquer par la jeune fille, Zeus décida de se métamorphoser en un ravissant taureau blanc. Europe, dit-on, fut attirée par ses flancs charmants, le caressa avant de monter sur son dos.

⁴ Roland Pietrini LA DÉESSE EUROPE ET LE TAUREAU : SIGNIFICATION DU MYTHE DANS L'EUROPE MODERNE : 1ère partie : les origines du mythe 26 juillet 2011, par Sarah Dejaegher,

Alors, Zeus enleva Europe et nagea jusqu'en Crète, où il reprit son vrai corps et visage avant de la violer, celle-ci tomba enceinte et mit au monde Minos, un petit garçon qui allait devenir roi de Crète. L'Union européenne fait donc référence à ce mythe celui d'une ingénue et d'un mystificateur. Mais aussi celui d'une naissance, celui d'un roi dont l'origine provient d'un viol.

Ainsi l'Europe de Robert Schuman en 1950, après deux guerres mondiales et des millions de morts dont l'holocauste, est née par la souffrance et d'une idée simple qui s'imposait, la réconciliation franco-allemande et la construction en Europe d'un espace de paix et de stabilité.

Ce qu'il en est advenu est un autre problème, ce qu'il en sera n'est pas l'objet de mon propos.

Pourtant, le retour au tragique nous rattrape, les sirènes de la peur déchirent des villes d'Ukraine et les populations de l'ouest stupéfaites observent en comprenant un peu tard, que ce qui se passe là-bas pourrait éventuellement se passer ici. Nous nous retrouvons face à un conflit que certains pensaient impossible.

Mais, cette surprise stratégique n'en était pas une. Nos dirigeants avaient depuis fort longtemps les clés de la compréhension pour prévenir cette crise et quand rien n'est prévu tout est imprévu !

La psychologie de l'un des auteurs est l'un des éléments importants à intégrer.

Poutine est un tchékiste (membre de la police politique d'un régime communiste.), un homme de la guerre froide, il était présent en 1989 à Dresde, lorsque la foule a donné l'assaut à l'immeuble de la Stasi, il était là et il a dégainé son makarov (pistolet automatique russe). Il a vu autour de lui un monde s'écrouler, il a souffert de l'humiliation de la chute de l'URSS. Il ne veut pas revivre cette même scène à la Loubianka⁵, il veut laver l'affront. À 69 ans cet homme a un compte à régler avec ses fantômes, l'un de ces fantômes menaçants qui le hante est celui de l'occident, cause unique selon lui de toutes les humiliations subies. C'est pourquoi il ne s'arrêtera pas, il est devenu dangereux. C'est un psychorigide qui décrypte le monde tel que le KGB l'a formé. Il veut laver l'affront de la disparition de l'URSS en sublimant un projet de Russie puissance qui poserait sa botte sur ce qu'il considère comme sa zone d'influence immédiate, l'Ukraine en fait partie, jusqu'où s'arrêtera-t-il ? C'est pourquoi il aurait fallu l'arrêter avant, en évitant les provocations inutiles et en réglant le problème de la sécurité à l'est de la Pologne de cette Europe post guerre froide, ce qui ne fut jamais fait.

Dans ce scénario improbable face à cet inéluctable, l'Europe a insufflé l'idée que la guerre ne pouvait être et ne serait pas et l'idée originelle d'humanisme et de générosité a été dévoyée par la prééminence de la tolérance et du juridisme des droits de l'homme. À trop vouloir ouvrir ses bras, elle a cumulé l'immense défaut de sa qualité, sa faiblesse. À force de vouloir unifier dans une seule culture, celle millénaire de ses membres, elle a combattu ce qui faisait sa force, sa diversité.

L'Europe est désarmée, moralement, comme elle est désarmée militairement et Poutine le sait, en tout cas le pense. Cette crise qui ne fait que débiter est extrêmement grave, elle traduit le profond divorce entre deux modes de pensée, un processus de délitement des relations internationales dont il est trop tôt pour en mesurer toutes les conséquences.

Mais cette Europe amorce un sursaut, cinq jours après l'action de force de la Russie contre l'Ukraine elle découvre la nécessité de prendre en main son devenir. La peur, il est vrai, a parfois des vertus salvatrices.

Le 6 février 2022, le colonel général Ivashov Leonid Grigoruevich⁶ avait lancé un appel au président et aux citoyens de la Fédération de Russie.

⁵ Roland Pietrini : La Loubianka est le nom d'un immeuble situé à Moscou en Russie, sur la place éponyme. Siège du KGB puis du FSB

⁶ Roland Pietrini : Le général russe Leonid Ivachov, né le 31 août 1943 à Bichkek en République socialiste soviétique kirghize, est, depuis mai 2009, le président de l'Académie russe des problèmes géopolitiques.

« Aujourd'hui, l'humanité vit dans l'attente de la guerre. Et la guerre est la perte inévitable de vies, la destruction, la souffrance de grandes masses de personnes, la destruction du mode de vie habituel, la violation des systèmes vitaux des États et des peuples. Une grande guerre est une énorme tragédie, une crise grave. Il se trouve que la Russie s'est retrouvée au centre de cette catastrophe imminente. Et c'est peut-être la première fois dans son histoire.

Auparavant, la Russie (URSS) menait des guerres forcées⁷et, en règle générale, lorsqu'il n'y avait pas d'autre issue, lorsque les intérêts vitaux de l'État et de la société étaient menacés. Et qu'est-ce qui menace l'existence de la Russie aujourd'hui, existe-t-il de telles menaces ? On peut affirmer qu'il y a bien une menace - le pays est sur le point d'achever son histoire. Tous les domaines vitaux, y compris la démographie, se dégradent régulièrement et le taux d'extinction de la population bat des records mondiaux. La dégradation est de nature systémique et dans tout système complexe, la destruction de l'un des éléments peut conduire à l'effondrement de l'ensemble du système »

Émettons une hypothèse, cette fuite en avant de la part de Poutine ne serait-elle pas la prise de conscience du danger auquel son pays serait soumis ? N'aurait-il pas pris conscience que « dans tout système complexe, la destruction de l'un des éléments peut conduire à l'effondrement de l'ensemble du système » N'a-t-il pas simplement peur ? Peur de revivre un second séisme, celui de l'effondrement de la Russie, de l'effondrement de son régime après avoir connu celui de l'URSS. Oui, Poutine se réveille la nuit hantée par les fantômes de son passé...

Lorsque l'on veut s'opposer à un adversaire, mieux vaut connaître son état d'esprit et son histoire. Mais celui-ci commet plusieurs erreurs.

La première est celle d'avoir négligé par excès de précaution la préparation mentale de ses soldats, dont certains ignoraient la véritable destination de leur manœuvre, alors que tactiquement, l'opération était planifiée depuis au moins les dernières manœuvres Zapad⁸ de septembre 2021, ces soldats ont été lancés dans une bataille dont ils ne comprennent pas le sens.

La seconde est de ne pas avoir défini clairement son ennemi. Est-ce l'OTAN ou les ukrainiens ? Les buts de sa guerre ne sont pas clairs, y compris pour les chefs subalternes, dont la passivité est connue avec un niveau d'initiative très faible.

La troisième est celle d'avoir sous-estimé la capacité de résistance de la population ukrainienne et sa résilience dès les premières heures.

La quatrième est que l'on ne gagne pas une guerre contre l'assentiment profond de son propre peuple. Car, je suis persuadé que beaucoup de Russes, dès qu'ils seront informés de la réalité de cette lutte fratricide entre slaves et contre un pays berceau de la Russie, n'approuveront pas cette guerre.

La cinquième est que quelques jours après le début des combats, il est en train de perdre la bataille de l'opinion publique, dans le monde, en Ukraine et aussi en Russie.

Enfin, et ce sera la sixième erreur d'appréciation, il pensait que le sentiment de culpabilité de l'occident, accusé de tous les maux suffirait à fissurer l'union des pays de l'Otan, or c'est le phénomène inverse qui est train de se passer, la solidarité entre les occidentaux en raison de la peur que cette intervention génère est en train de souder les pays membres autour de l'Alliance Atlantique et créer de

⁷ Roland Pietrini : Ce qu'il veut dire c'est que la Russie a mené des guerres essentiellement contre des invasions... référence à la grande guerre patriotique de 1942 à 1945

⁸ Roland Pietrini : Exercice militaire russe de grande ampleur en septembre 2021 avec pour principal partenaire la Biélorussie. Son nom : « Zapad » – qui signifie « Ouest » en russe. Son but : impressionner autant que faire se peut l'ensemble des adversaires de la Russie, afin de mieux les dissuader de s'engager dans un conflit, y compris de « haute intensité », comme annoncent régulièrement s'y préparer les états-majors français ou américains.

⁹ Roland Pietrini : L'Ukraine a été ainsi baptisée en 1187 d'après un mot slave qui veut dire « frontière » ou « marche ». Ce grand État en mal de visibilité s'étire de fait aux marges du monde russe, dont il a été le berceau, et à la jonction entre le monde orthodoxe et le monde catholique.

l'appétence pour d'autres. Poutine est devenu involontairement le meilleur prescripteur pour une OTAN forte et une Europe solidaire.

Simultanément à cet appel du colonel général Ivashov Leonid Grigoruevich¹⁰, il est intéressant de lire une interview en date du 19 février 2022 de Jack Matlock¹¹ qui fut Ambassadeur des Etats-Unis en URSS de 1987 à 1991.

« On nous dit chaque jour que la guerre est peut-être imminente en Ukraine. Les troupes russes, nous dit-on, se massent aux frontières de l'Ukraine et pourraient attaquer à tout moment. On conseille aux citoyens américains de quitter l'Ukraine et on évacue les personnes non indispensables du personnel de l'ambassade américaine. Pendant ce temps, le président ukrainien conseille de ne pas céder à la panique et indique clairement qu'il ne considère pas une invasion russe comme imminente. Le président russe, Vladimir Poutine, a nié avoir l'intention d'envahir l'Ukraine. Il exige que le processus d'élargissement de l'OTAN cesse et, en particulier, que la Russie ait l'assurance que l'Ukraine et la Géorgie ne seront jamais membres. Le président Biden a refusé de donner cette assurance, mais a clairement indiqué qu'il était prêt à continuer à discuter des questions de stabilité stratégique en Europe. Entre-temps, le gouvernement ukrainien a clairement indiqué qu'il n'avait pas l'intention de mettre en œuvre l'accord conclu en 2015 pour la réunification des provinces du Donbass au sein de l'Ukraine avec un large degré d'autonomie locale – un accord garanti par la Russie, la France et l'Allemagne, que les États-Unis ont approuvé. Peut-être ai-je tort – tragiquement tort – mais je ne peux pas m'empêcher de penser que nous assistons à une comédie élaborée, grossièrement amplifiée par les principaux médias américains, pour servir un objectif de politique intérieure. Confrontée à une inflation croissante, aux ravages d'Omicron, à des reproches (pour la plupart injustes) concernant le retrait d'Afghanistan, ainsi qu'à l'incapacité d'obtenir le soutien total de son propre parti pour la législation « Build Back Better », l'administration Biden est fragilisée par des taux d'approbation en baisse, alors qu'elle se prépare pour des élections législatives cette année. Puisque des « victoires » convaincantes sur les graves problèmes intérieurs semblent de plus en plus improbables, pourquoi ne pas en fabriquer une en faisant croire qu'elle a empêché l'invasion de l'Ukraine en « tenant tête à Vladimir Poutine »

La vision de Ivashov Leonid Grigoruevich¹² portée sur son propre peuple complète par effet miroir la vision de Jack Matlock¹³ sur le sien. En réalité les deux sont critiques envers leurs dirigeants.

Alors, les historiens, un jour, se pencheront sur les conditions qui ont amené à cette nouvelle guerre en Europe, et sur ses conséquences, une guerre qui ressemble en tout point à celles du XX^e siècle, à celles que nous voulions éviter lors de la guerre froide, dans quelques jours ou mois, il n'est pas exclu que l'on reparle de la trouée de Fulda. ¹⁴

¹⁰ Roland Pietrini : Le général russe Leonid Ivachov, né le 31 août 1943 à Bichkek en République socialiste soviétique kirghize, est, depuis mai 2009, le président de l'Académie russe des problèmes géopolitiques.

¹¹ Roland Pietrini : ACURA's Jack Matlock: VIDEO: Ukraine Crisis Stems Directly from Post-Cold War Push to Expand NATO DN!February 19, 2022

¹² Le général russe Leonid Ivachov, né le 31 août 1943 à Bichkek en République socialiste soviétique kirghize, est, depuis mai 2009, le président de l'Académie russe des problèmes géopolitiques.

¹³ Roland Pietrini : ACURA's Jack Matlock: VIDEO: Ukraine Crisis Stems Directly from Post-Cold War Push to Expand NATO DN!February 19, 2022

¹⁴ La trouée de Fulda était l'un des deux axes probables d'une hypothétique invasion blindée des forces du Pacte de Varsovie contre l'Allemagne de l'Ouest en provenance de l'Europe orientale, et particulièrement d'Allemagne de l'Est. La seconde était celle passant par la grande plaine d'Allemagne du nord. Une troisième, moins probable, passait par la vallée du Danube en Autriche. L'idée d'une bataille de chars dans la trouée de Fulda était un élément fondamental pour la planification de l'OTAN pendant la Guerre froide.

On est en quelque sorte, dans les mêmes conditions de celui qui se jetant de sa fenêtre du cinquième étage, lors de sa chute et avant de s'écraser au sol, estime que tout va bien.... Jusque-là tout va bien... Jusque-là tout va bien...

L'une de ces raisons est que la fin de la guerre froide en 1989 et la chute de l'URSS en 1991 n'ont pas purgé les conditions de la paix en Europe.

Le 24 octobre 2014 à Sotchi, à la XI réunion du club Valdaï, Vladimir Poutine avait prononcé un discours qui avait clairement exposé sa vision du monde.

« La position exceptionnelle des États-Unis et la façon dont ils mènent leur leadership est vraiment une bénédiction pour nous tous, et que leur ingérence dans les événements du monde entier apporte la paix, la prospérité, le progrès, la croissance et la démocratie, et nous devrions peut-être seulement nous détendre et profiter de tout cela ? Permettez-moi de dire que ce n'est pas le cas, absolument pas le cas. Un diktat unilatéral et le fait d'imposer ses propres modèles aux autres produisent le résultat inverse. » Cette période de domination unipolaire a démontré de manière convaincante que le fait d'avoir un seul centre de pouvoir ne rend pas les processus mondiaux plus faciles à gérer. Au contraire, ce type de construction instable a montré son incapacité à lutter contre les menaces réelles telles que les conflits régionaux, le terrorisme, le trafic de drogue, le fanatisme religieux, le chauvinisme et le néonazisme. » Néonazisme, ce mot est prononcé pour la première fois, il a été répété à nouveau et à plusieurs reprises à propos de l'Ukraine, lorsque la sémantique rejoint la pensée profonde cela a une signification qu'il ne faut pas négliger. Cela s'adresse d'abord, à l'opinion publique russe qui reste fidèle au souvenir du combat victorieux contre les Nazis, lors de la « grande guerre patriotique », mais aussi à l'occident qui serait ainsi devenus les complices de néo-nazis en Ukraine.

« -Aujourd'hui, nous voyons déjà une forte augmentation de la probabilité de tout un ensemble de conflits violents avec la participation directe ou indirecte des plus grandes puissances mondiales. Et les facteurs de risque comprennent non seulement les conflits multinationaux traditionnels, (...) Et ce processus dangereux a été initié par les États-Unis d'Amérique quand ils se sont unilatéralement retirés du Traité sur les missiles antibalistiques (ABM) en 2002, puis se sont lancés dans la création de leur système global de défense antimissile et poursuivent aujourd'hui activement ce processus. »

Il serait vain de comparer la multitude des interventions militaires de l'Occident ces trente dernières années, elles sont très nombreuses et certaines sous couvert de l'OTAN.

Pour mémoire, depuis le chute de l'URSS, la Russie est intervenue en 1991 en Géorgie, 1992 en Ossétie du nord, en Ouzbékistan, au Tadjikistan, en 1997 et en 1999, en Tchétchénie, en 2008 en Géorgie, puis en 2009 en Ciscaucasie, en 2014 en Crimée en Ukraine, en 2015 en Syrie, depuis 2019 indirectement par milices privées en Centrafrique, au Mali...

« Quelle pourrait être la base juridique, politique, et économique pour un nouvel ordre mondial qui permettrait la stabilité et la sécurité, tout en encourageant une saine concurrence, et en ne permettant pas la formation de nouveaux monopoles qui entravent le développement ? (...) Nous devons identifier clairement où se terminent les actions unilatérales et nous avons besoin de mettre en œuvre des mécanismes multilatéraux. (...) J'ajouterais que les relations internationales doivent être basées sur le droit international, qui lui-même doit reposer sur des principes moraux tels que la justice, l'égalité et la vérité. (...)

Nous voulons simplement que nos propres intérêts soient pris en compte et que notre position soit respectée. (...) »

15 Discours intégral de Vladimir Poutine sur le nouvel ordre du monde - 24 octobre 2014 medias-presse.info.

Cette allusion au respect du droit international fait référence en partie à l'action de l'Otan (Operation Allied Force) qui fut l'opération militaire de bombardement par l'OTAN de cibles Serbes durant la guerre du Kosovo à la suite du massacre de Racak. ¹⁶Sans parler des conditions de déclenchement de la seconde guerre en Irak bâties sur la fabrication de fausses preuves.

« Aujourd'hui, nous voyons déjà une forte augmentation de la probabilité de tout un ensemble de conflits violents avec la participation directe ou indirecte des plus grandes puissances mondiales. Et les facteurs de risque comprennent non seulement les conflits multinationaux traditionnels, mais aussi l'instabilité interne dans différents États, surtout quand on parle de nations situées aux intersections des intérêts géopolitiques des grandes puissances, ou à la frontière de continents civilisationnels, culturels, historiques et économiques. »

Ce discours, dont je ne cite que quelques phrases est cependant d'une importance capitale, il convient de les lire à l'éclairage de cette crise majeure. Il pourrait se résumer par une phrase qu'il prononce lors de sa conclusion, « Tout en respectant les intérêts des autres, nous voulons simplement que nos propres intérêts soient pris en compte et que notre position soit respectée. »

Le mot est prononcé, « respect » et par ce mot Poutine est, pour l'instant, en résonance avec une grande partie de son peuple.

En Occident, on ne mesure pas suffisamment l'humiliation et la frustration subies par les Russes en 1991 et les années suivantes, les Russes n'ont pas oublié les années Boris¹⁷. On ne mesure pas les conséquences de la fin de non-recevoir des occidentaux lorsque les Russes tendirent la main pour faire partie de la famille européenne et coopérer avec l'OTAN lors d'exercices communs et d'interventions communes.

L'acte fondateur Otan-Russie avait été signé en 1997, ce qui a débouché sur le Conseil Otan-Russie créé en 2002. Et dans ce cadre, l'Otan et la Russie réalisaient des exercices et effectuaient des missions communes de maintien de la paix. Selon Vladimir Poutine, il aurait proposé l'idée au président Bill Clinton en 2000 lors d'une visite à Moscou, de la possibilité d'une adhésion de la Russie, celui-ci aurait répondu qu'il n'y voyait pas d'inconvénient.

En réalité, nous n'avons pas respecté notre promesse de dissoudre l'Otan après la dissolution du pacte de Varsovie. Les douze États signataires de l'Atlantique Nord sont passés à vingt-huit depuis le 16 juillet 1990 et l'accord Gorbatchev- Kohl, autorisant l'appartenance de l'Allemagne réunifiée à l'Otan. En 1999 c'est la Tchéquie, la Hongrie et la Pologne qui adhèrent, en 2004, c'est au tour de la Bulgarie, de l'Estonie, de la Lettonie, de la Slovaquie, de la Roumanie et de la Slovénie, en 2009 de l'Albanie et de la Croatie et enfin en 2017, du Monténégro et 2020 de la Macédoine du Nord. Tout va se cristalliser autour de la Géorgie et de l'Ukraine.

Mais déjà, tout portait à la dégradation des relations.

Dans un discours très offensif de 2007 lors de la Conférence sur la sécurité de Munich, Poutine avait notamment accusé l'Occident de rompre ses "garanties" en élargissant l'Otan jusqu'aux portes de la Russie et déclarait : "qu'est-il advenu des assurances données par nos partenaires occidentaux après

¹⁶ Selon des rapports du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY), de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) et de Human Rights Watch, l'événement était un massacre délibéré de civils par la police serbe^{3,4}. Cette version est contestée alors par le gouvernement de la République fédérale de Yougoslavie pour qui les morts étaient des membres de l'Armée de libération du Kosovo (ALK) tués dans un accrochage avec les forces de sécurité de l'État. Wikipedia

¹⁷ Boris Nikolaïevitch Eltsine

¹⁸ En 1990, les Américains auraient promis aux Russes de ne pas élargir l'Alliance atlantique à l'Est.

la dissolution du pacte de Varsovie ? Où sont ces déclarations aujourd'hui ? Personne ne s'en souvient", avait déclaré le chef du Kremlin.

En réalité, cela repose sur un malentendu. Le 9 février 1990, Hans Dietrich Genscher¹⁹ et James Baker²⁰ auraient promis à Gorbatchev que l'OTAN ne s'étendrait « pas d'un pouce vers l'Est », ce qui est contesté par d'autres analystes qui relèvent que ces propos auraient été tenus à un moment où l'URSS existait encore, et qu'ils seraient donc caducs dans le contexte géopolitique de la deuxième moitié des années 1990.

En 1990, l'URSS est moribonde, et le 25 décembre à 19 h 32, le drapeau rouge est remplacé définitivement par le drapeau russe pré-révolutionnaire²¹.

Officiellement, l'URSS n'est plus. Les États-Unis crient victoire et l'Europe pense qu'une nouvelle ère de paix s'ouvre pour « mille ans », c'est une erreur fondamentale.

On ne peut parler de paix sans associer les vaincus qui ont eu la sagesse de se retirer sans drame. J'ai assisté en partie au retrait des troupes soviétiques en RDA et en Pologne, je peux témoigner des énormes difficultés logistiques. Ce retour au pays ne fut pas une promenade de santé, y compris pour les familles, à qui on avait promis des logements neufs, financés par l'Allemagne, qui ne furent jamais construits. En dépit du chaos ambiant, il eut lieu sans violence. On ne peut danser sur les cendres d'un monde qui s'écroule, sur les dépouilles de son adversaire terrassé, il est impossible de croire en un monde nouveau, tant que l'on n'a pas tous ensemble purgé les erreurs du passé.

Les Russes, comme d'autres dans les pays de l'est, sont passés en quelques générations d'un système totalitaire à un autre, du tsarisme au communisme, voire du nazisme à la démocratie en passant par le système socialiste soviétique. En URSS, la population après s'être courbée sous le knout des tsars a subi les goulags de Staline, on estime à 20 millions de morts le bilan du régime communiste. La police politique fait partie du système russe ; la Tcheka, le Guépéou, le NKVD, le MGB, le KGB et aujourd'hui le FSB, utilisent les mêmes méthodes.

La démocratie en Russie ne pouvait s'imposer aussi facilement et les oligarques²² ont remplacé les apparatchiks²³. Avant de dénoncer toute « démocrature », il aurait été plus utile de l'aider que de la contraindre.

L'Occident commet toujours cette erreur de vouloir imposer son modèle là où ce modèle ne peut être exporté tel quel. Chaque pays a son histoire.

Les États-Unis se sont construits sur la substitution d'un peuple par un autre en éliminant le premier peuple, celui des amérindiens. Les Espagnols ont exterminé les civilisations précolombiennes.

¹⁹ Hans Dietrich Genscher devient en mai 1974 vice-chancelier et ministre fédéral des Affaires étrangères des gouvernements d'Helmut Schmidt. Il est élu président fédéral du FDP en octobre suivant.

²⁰ James Addison Baker est un avocat, diplomate et homme politique américain. Membre du Parti républicain, il est secrétaire du Trésor entre 1985 et 1988 dans l'administration du président Ronald Reagan puis secrétaire d'État entre 1989 à 1993 dans celle de son successeur George H. W. Bush.

²¹ Tricolore de bandes horizontales de mêmes hauteurs blanche, bleue et rouge.

²² oligarque désigne les personnalités de premier plan du monde des affaires, en lien avec le pouvoir politique,

²³ Membre de l'appareil du parti communiste russe privilégiés par le régime

Certaines civilisations non-européennes s'en souviennent et n'accepteront plus et définitivement notre modèle qui n'en est plus un. Toutes les civilisations sont destinées à mourir, à l'horloge du temps il était minuit moins cinq, en quelques jours le temps s'est accéléré.

Il n'est pas concevable de comprendre un tant soit peu le présent si on n'a pas de notions sur le temps passé. Le présent y plonge ses racines comme l'arbre plonge les siennes dans le vif de la terre. L'histoire des hommes suit son cours sans jamais s'arrêter, on ne peut la découper en morceaux.

Alors, un accord bancal sera trouvé en septembre 1990 avec la Russie pour permettre aux troupes de l'Otan de stationner au-delà du "Rideau de fer". Mais cet accord ne concernait que l'Allemagne réunifiée et à l'époque, l'élargissement plus à l'Est restait de toute façon inconcevable. En réalité, l'Otan, depuis la chute de l'URSS, est passé de 16 à 30 pays en intégrant ces deux dernières décennies quasiment tous les anciens membres de l'ancien bloc soviétique.

Cet état de fait s'est cristallisé autour du problème ukrainien. En juin 2017, le parlement ukrainien a adopté une loi, en vertu de laquelle l'adhésion à l'OTAN est redevenue un objectif stratégique de la politique étrangère et de sécurité du pays et cet amendement, qui inscrit cet objectif dans la constitution ukrainienne, est entré en vigueur en 2019.

C'était pour la Russie la ligne rouge à ne pas franchir et cela a été ressenti par la Russie comme une humiliation de trop. Les ingrédients pour la dérive poutinienne étaient posés. Il restait à reconnaître la partition du Donbass et de Lougansk, après avoir dit que des troupes seraient retirées de Biélorussie, de passer à l'offensive. Ce qu'il fit.

Ainsi, même si on en peut comprendre les causes de cette crise, et elles sont multiples, rien ne saurait excuser les effets, l'invasion d'un pays par un autre qui de surcroît possède l'arme nucléaire est inexcusable. Poutine a perdu le sens de la rationalité, il est passé de l'autre côté du miroir qui retenait jusque-là les dirigeants de ce monde, y compris ces prédécesseurs soviétiques.

Ce sentiment, que les États-Unis et l'Occident ont trahi et humilié la Russie en imposant un nouvel ordre mondial qui bafoue le droit international, fait partie désormais consubstantiellement de la pensée stratégique russe, elle s'est concrétisée par le concept de « guerre de nouvelle génération » du Général Gerasimov qui fait de l'Otan l'ennemi numéro un.

Quant à la doctrine en elle-même, elle consiste à intensifier l'usage du soft power en substitution ou soutien de moyens conventionnels transformés. En réalité, il n'existe aucune doctrine intégrée développée par les Russes pour mener les guerres du XXIème siècle. « À l'inverse, le Général Gerasimov²⁴ insiste sur l'importance accordée aux instruments du soft power dans les conflictualités à venir et la nécessité de les déployer en substitution ou en soutien des moyens conventionnels qu'il faut transformer pour déjouer les tentatives de déstabilisation des Occidentaux. »

Cela a très bien fonctionné en Crimée car la population était majoritairement favorable à l'annexion russe, mais je constate que cela n'a pas du tout marché au Donbass et encore moins lors de cette invasion massive en Ukraine qui est en cours, et je prends un risque, celui d'être démenti à l'instant où paraîtra cet article, mais je prévois un enlisement de l'offensive russe, car l'armée russe n'est pas accueillie avec des fleurs le gouvernement ukrainien tient et ils ont sous-estimé la solidarité des pays européens.

Par ailleurs, il semble que l'armée russe utilise une tactique très proche de celles des années 70-80 qui privilégie l'emploi d'une armée de masse, un peu comme « une artillerie qui avance », mais qui se retrouve en difficulté dès qu'il s'agit de manœuvrer, notamment au plus bas échelon, c'est-à-dire en dessous du niveau bataillon. L'armée russe reste culturellement une armée soviétique avec ses qualités

24 Le concept russe de « guerre nouvelle génération » du Général Gerasimov : quelle exploitation pour l'armée de Terre ? Année 3 – Note n° 1 THIBAUT FOUILLET avec le concours du GENERAL (2S) BRUNO LASSALLE

et ses défauts, lourde et peu réactive, taillée pour un affrontement bloc contre bloc, en appliquant des plans rigides et tributaires d'une logistique pléthorique compte tenu du volume des forces ce qui freine d'autant l'avancée dès qu'une résistance s'organise sur les arrières.

Les témoignages vidéo et photo semblent aller dans ce sens. Quant à l'évocation d'une menace nucléaire, elle signe la déstabilisation d'un Poutine qui est de moins en moins sûr de jouer les bonnes pièces. Je ne connais pas de bon joueur d'échec qui un jour n'ait pas été mis en échec avant d'être contraint d'être mat. L'une des pièces qu'il n'avait pas estimée à sa juste valeur se nomme Volodymyr Oleksandrovytch Zelensky, dont la roublardise et la solidité fait qu'il a gagné une bataille, celle de la communication. Ce petit lutin que Poutine souhaitait tourner en ridicule, tout à coup ringardise le grand maître...

Ainsi, passée la sidération des premières heures, les Ukrainiens font subir de lourdes pertes aux colonnes blindées russes qui pensaient à une ballade de santé mais qui dénote une forme d'impréparation et un certain manque de logistique.

Et l'Europe dans tout cela, et j'utilise sciemment le terme Europe en lieu et place de communauté européenne ? Cette Europe semble avoir abandonné l'esprit de Munich qui semblait être le credo d'une communauté européenne, jusque-là insouciant et frileuse.

La diplomatie ne peut et ne pourra s'employer et s'appuyer que sur une Europe puissance composée d'États souverains conscients de leurs responsabilités.

La France a un rôle à jouer quel que soit le président qui sera élu dans quelques semaines. Elle possède l'arme nucléaire, elle est membre permanent du conseil de sécurité. Il faudra quelle s'affirme et des efforts considérables devront être consentis pour renforcer notre armée et notre défense.

L'Allemagne est elle aussi en train de faire son « coming out politique », elle consent désormais à penser non pas seulement pour elle-même mais pour ses partenaires.

En juillet 2018, Donald Trump, avait mis l'Allemagne devant ses contradictions, en insistant sur la difficulté d'être à la fois dépendante et des forces américaines pour sa défense et de la Russie pour l'énergie. « L'Allemagne est complètement contrôlée par la Russie [...] elle est prisonnière de la Russie. [...] Elle paie des milliards de dollars à la Russie pour ses approvisionnements en énergie et nous devons payer pour la protéger contre la Russie. Comment expliquer cela? Ce n'est pas juste! », s'était emporté Donald Trump face à Angela Merkel.

Le 24 février, le général Alfons Mais Chef d'État-major des armes Allemandes écrit : « Vous vous réveillez le matin et vous réalisez qu'il y a la guerre en Europe. [...] Dans ma 41e année de service en temps de paix, je n'aurais pas cru devoir vivre une autre guerre, et la Heer que j'ai l'honneur de commander est plus ou moins à sec » au point que les « options politiques que nous pouvons proposer pour soutenir l'Otan sont extrêmement limitées ».

Cette invasion de l'Ukraine par la Russie, première puissance nucléaire au monde, en date du 24 février 2022, a donc eu l'effet d'un électrochoc, le chancelier Olaf Scholz trois jours plus tard annonce le 27 février une augmentation considérable des dépenses militaires allemandes. Il s'agit d'un changement de cap considérable dans un délai jamais vu qui en entrainera d'autres.

L'Europe, qui est incluse dans ce continent immense, qu'est l'Eurasie s'étend entre les deux océans, atlantique à l'ouest et pacifique à l'est, il n'est que l'extrémité ouest d'un espace méditerranéen qui a inventé la démocratie.

Car l'égalité entre les êtres humains ne va pas de soi. Deux systèmes au cours du dernier siècle le nazisme et le communisme ont installé en Europe les pires des dictatures menant à l'extermination de certains peuples.

De la démocratie, l'Europe n'avait retenu de ce terme que dêmos qui veut dire peuple mais avait oublié kratos qui est à la fois pouvoir et puissance. Il ne peut y avoir de dêmoskratos sans puissance qui garantit le libre choix au peuple à décider ce qu'il veut pour lui-même. La démocratie est fragile ; dans ce monde nouveau on compte sur les doigts d'une seule main les pays réellement démocratiques, alors

il convient de prendre conscience que l'Europe doit renforcer sa défense en commençant par la défense de sa culture et de ses mœurs.

Quelle que soit la responsabilité de l'OTAN et des États-Unis, nous aurions pu éviter cette crise si on avait écouté Poutine alors qu'il était encore temps ! Au passage, je note que l'OTAN a joué un rôle de démobilisation de l'Europe pour sa défense, préférant confier à d'autres ce qui ne devait être confié qu'à soi.

Cette pique de rappel montre une fois de plus que la volonté de puissance des belliqueux ne se corrige qu'avec une contre puissance au moins égale. J'ose espérer qu'elle aura le mérite de contraindre nos dirigeants à penser autrement face aux nombreuses menaces qui sont devant nous. Car c'est de manière globale qu'il convient de traiter ces menaces, toutes sans exceptions.

Une Europe forte n'est voulue par personne, ni par les États-Unis, ni par la Chine, ni par la Russie, ni par les européens eux-mêmes, en tout cas telle quelle se présente à eux, telle qu'elle se ressent, une armée de fonctionnaires non légitimes qui décident pour les peuples avec une légitimité limitée.

Ils veulent une Europe capable de les protéger, une Europe de progrès, une Europe des nations, une Europe de la liberté et du progrès social, certainement pas une Europe faiblarde et ouverte aux quatre vents.

Ils veulent une Europe de paix capable d'affirmer leurs valeurs, leur culture et de les défendre. Ils veulent des actes et ils se sentent menacés par des idées venues d'ailleurs tel que le wokisme, la cancel culture et autres déconstructions sublimes issue de cerveaux nourris au poison de la négation des valeurs essentielles défendues par les Hommes des Lumières, dont nous sommes les héritiers.

Le poisson pourri toujours par la tête, ou plutôt (Piscis primum a capite foetet) : le poisson commence par puer de la tête", si nos élites qui, dans les universités se couchent devant ses préceptes n'ont pas senti l'odeur, c'est qu'ils ont le nez bouché et les neurones en goguette.

Poutine a analysé nos faiblesses et nos dérives et croit en la décadence de l'occident. Il a sous-estimé notre capacité de résilience.

C'est pourquoi il est nécessaire de ne pas ajouter nos faiblesses à d'autres faiblesse mais d'additionner nos forces. Face au défi que représente désormais la Russie en Europe qui veut régler par la force ses problèmes extérieurs à l'aune de ses problèmes internes, les harangues ne suffiront pas.

Le « devoir d'agir pour le maintien de la paix, l'unité et la force de l'Europe réaffirmé lors de la session plénière du Parlement européen qui s'est tenue du 14 au 17 février à Strasbourg » ne saurait rester l'expression d'un discours cent fois entendu et jamais traduit dans les actes.

Dès le 16 février 2022, Charles Michel déclarait « nous soutenons l'Ukraine dans la crise qu'elle traverse et sommes prêts à tous les scénarios en ce qui concerne les actions qui vont être menées par la Russie ». L'Europe se tiendrait-elle donc prête à agir en cas d'attaque de la Russie ? Notamment au travers de sanctions qui visent la politique énergétique ?

Le 17 décembre 2021, Vladimir Poutine avait d'une certaine manière répliqué en appelant l'OTAN à signer deux traités ; l'un stipulant que l'organisation ne s'élargisse plus avec d'autres pays notamment et surtout avec l'Ukraine et l'autre que les États-Unis ne s'engagent à ne plus déployer des bases et activités militaires en Ukraine.

Quant à Joe Biden, ce même jour, après avoir prononcé un discours annonçant des mesures économiques contre la Russie, est parti jouer au golf. Il est vrai qu'après avoir négligé l'Europe pour s'intéresser à la Chine après avoir trahit la France avec l'affaire des sous-marins australiens, les États-Unis souhaitent toujours ouvrir les portes de l'OTAN à l'Ukraine et beaucoup de pays en Europe y sont favorables, à l'exception de la France et de l'Allemagne ; semble-t-il.

Au risque d'être taxé d'anti-américanisme primaire, la politique étrangère des États-Unis demandent une faculté d'analyse que je ne possède probablement pas.

Puisqu'on n'a pas su prendre la voie de la raison bien avant qu'il ne soit trop tard, ni la parole, ni la diplomatie n'ayant suffi, nous sommes désormais face à un affrontement majeur. Un affrontement, à l'heure où j'écris ces lignes, qui est pour l'instant circonscrit au territoire ukrainien. L'évolution que prendra ce conflit dans les semaines qui arrivent nul ne peut le savoir.

Alors, la diplomatie n'est pas une option, elle est la solution, sans quoi la guerre risque de généraliser en Europe et la cavalerie risque, comme dans certains westerns, d'arriver trop tard.

Si aucune solution rapide n'est trouvée, la Russie, de plus en plus contrainte, risque de jouer l'option la plus radicale, l'annexion totale de l'Ukraine, menaçant ainsi directement dans un second temps la Pologne, la Moldavie et la Roumanie.

L'intérêt de l'Ukraine était celui de la neutralité, sans vocation à entrer dans l'UE et surtout dans l'OTAN, ne pas en avoir créé les conditions est une erreur.

L'Europe se réveille un peu tard, les États-Unis après avoir soufflé sur les braises, ils sont spécialistes, regardant la vieille Europe se débattre dans une crise inédite, dont ils sont en partie responsables.

Un dictateur nouveau, il faut oser dire le mot, est apparu en Europe, il vient de l'est, quelle que soit notre responsabilité, il convient de le combattre par la diplomatie et s'il le faut par les armes, car je crains que rien ne l'arrête.

Lorsque la peur n'est plus un frein, lorsque la confiance disparaît, alors l'impossible devient possible y compris le pire.

Roland Pietrini

Écrivain et rédacteur du blog Athéna Défense

Ancien observateur à la Mission militaire française de liaison près du haut commandement soviétique en Allemagne

Ancien attaché d'ambassade en Pologne.

Retrait de Barkhane et Takuba au Mali et après ?

L'annonce faite par Emmanuel Macron lors de sa conférence de presse du 17 février 2022 du retrait des opérations militaires françaises au Mali est un événement historique, même si le président français a mis en place une communication habile pour en diminuer l'impact. Ce départ entérine « le déclin français » sur la scène internationale et pourrait faire vaciller sa place privilégiée au sein du Conseil de Sécurité acquise au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale. À elle seule, l'Afrique représente plus de 60% des travaux des Nations Unies, la France rédige un quart des résolutions du Conseil de Sécurité, dont la plus grande partie sur les dossiers africains qui représente la moitié du programme de travail du Conseil. Or, les dernières interventions militaires françaises sur le Continent, Libye, République Centrafricaine, Mali se sont toutes soldées par des échecs politiques et diplomatiques.

Conscient du tsunami que représentait, après neuf années d'intervention, le départ de Barkhane et de Takuba du Mali et des conséquences que celui-ci pouvait avoir sur l'image de Paris, les mots « retrait » ou « fin » n'ont pas été prononcés par le Président français. Il a seulement été acté, dans un communiqué publié quelques minutes avant la conférence de presse, que les forces françaises et européennes quitteraient de manière ordonnée leurs bases de Gossi, Gao et Ménaka dans un délai de quatre à six mois. Par ailleurs, pour en atténuer encore l'effet d'annonce, l'accent a été mis sur la continuité de la lutte contre le terrorisme et sa poursuite dans d'autres États de la région.

Enfin, pour ne pas apparaître seul et en première ligne, Emmanuel Macron avait convié à l'Élysée Macky Sall, président en exercice de l'Union africaine, Nana Akufo Ado représentant la Cedeao et Charles Michel, président du Conseil européen. L'Afrique et l'Europe étaient donc présentes aux côtés du chef de l'État lors de cette annonce.

Pour autant, il ne faudrait pas croire que, pour une fois, la solidarité européenne se soit exprimée ici. Le 14 février, soit trois jours avant cette conférence, Josep Borrell, le Haut représentant de l'Union européenne pour les Affaires étrangères a pris les devants et jugé utile de rappeler que Takuba, « n'est pas une initiative de l'Union européenne (...) faisons la différence entre les missions européennes et

une initiative française épaulée par d'autres pays. » En effet, cette task force a été créée par la France pour servir de laboratoire de la « défense européenne » qu'Emmanuel Macron a théorisé lors de son discours de la Sorbonne en 2017. D'une manière plus pragmatique, il s'agissait avant tout de sortir la France de sa solitude sahélienne et du tête-à-tête entre Paris et ses anciennes colonies. Il a fallu plus de deux ans de négociations bilatérales ardues, entre la ministre des Armées, Florence Parly, et certains de ses homologues européens. Par exemple, et contrairement à ce qui a pu être écrit ici ou là, le déploiement de troupes françaises en Roumanie, sur le flanc oriental de l'Otan, n'est pas lié à l'actualité ukrainienne, il était prévu depuis plus d'une année dans le cadre d'un échange de bons procédés lié à Takuba. Bucarest devait envoyer 50 soldats au Mali, parallèlement, la France devait dépêcher un bataillon de deux cent hommes. Après l'intervention militaire russe en Ukraine, le chef de l'État a porté le nombre de soldats français en Roumanie à 500 éléments. Idem, en Estonie, premier partenaire de Takuba où la France était déjà présente et à renforcer son dispositif après le début du conflit dans l'est de l'Europe.

Cependant, malgré ces tractations et les efforts de la ministre, seuls douze États sur 27 ont accepté d'intégrer cette task force. Avec les départs récents, du Danemark, de la Suède, de la Belgique, il n'en reste donc que neuf États participants à cette coalition. Compte tenu des derniers développements en Ukraine, il n'est pas certain que d'autres désengagements n'interviennent.

Une communication si habile soit-elle ne change pas l'eau en vin, en pleine campagne électorale Emmanuel Macron affronte donc seul la crise diplomatique malienne qui reste entière malgré l'annonce de retrait.

En effet, moins de 24 heures après la déclaration à l'Élysée et en pleine conférence de presse finale à Bruxelles du sommet UE/UA, Bamako a répondu par un communiqué lu à la télévision nationale. Le porte-parole du gouvernement, Abdoulaye Maïga a déclaré inviter « les autorités françaises à retirer, sans délai les forces Barkhane et Takuba du territoire national, sous la supervision des autorités maliennes. » Il a répété cette phrase trois fois, ce qui, dans la culture locale, signifie que cette décision est irrévocable. Emmanuel Macron a réagi dans la foulée : « Nous avons annoncé la ré-articulation du dispositif et il s'appliquera en bon ordre afin d'assurer la sécurité de la mission des Nations unies et de toutes les forces déployées au Mali. Je ne transigerai pas une seconde sur leur sécurité ». Le bras de fer entre les deux pays continue et personne ne peut augurer de la suite. Tout est envisageable, y compris dans le pire des cas, un départ précipité des forces françaises.

Une série d'obstacles à surmonter...

Les mois à venir apparaissent donc particulièrement importants et ce d'autant que la « ré-articulation » du dispositif s'est réalisée dans le but essentiel de minimiser les effets d'un départ du Mali. Si la nouvelle réorganisation n'a pas été détaillée par le président français qui a reporté les précisions à juin 2022, soit après la présidentielle, c'est également parce que rien n'est encore arrêté et que cette situation n'a pas été anticipée alors que tous les signaux étaient présents depuis fort longtemps.

Le désaveu envers la présence militaire française a été graduel, il s'est installé au fur et à mesure de la dégradation sécuritaire dans le Sahel qui a connu son acmé en 2019. Mais ce sont surtout les décisions politiques prises par l'Élysée et le Quai d'Orsay qui ont chauffé à blanc les opinions publiques. Il paraît opportun de rappeler qu'il n'y a pas de réel sentiment antifrançais dans le Sahel, aucun expatrié n'a jamais été pris à parti. C'est en réalité un rejet de la politique incarnée par les figures d'Emmanuel Macron et de Jean-Yves Le Drian.

Ce rejet de la présence française est une équation à prendre en compte dans la réorganisation. Selon ledit communiqué de l'Élysée la lutte contre le terrorisme devrait se poursuivre dans la région du Sahel, notamment au Niger et dans le Golfe de Guinée. Le Niger est une pièce essentielle du nouveau dispositif et sa frontière avec le Mali, il permettrait une évacuation plus rapide de la base française de Gao et de celle de Takuba à Ménaka puisqu'une partie du dispositif devrait s'installer dans la zone dite des Trois frontières.

Jusqu'à présent, le président nigérien Mohamed Bazoum, s'est montré un fidèle allié de la France. Il a accepté de recevoir une partie du contingent français sur son sol, Niamey abrite déjà des forces,

Américaines, Allemandes, Italiennes. Néanmoins, il semble qu'il soit devenu très prudent devant le tollé que provoque toutes les ingérences militaires étrangères, au sein des populations comme de l'opposition. Fait nouveau, il a décidé de soumettre ces nouvelles dispositions à un vote du parlement. Même si son parti est largement majoritaire, une mauvaise nouvelle, apparemment improbable, est pourtant toujours possible et ce d'autant que Mohamed Bazoum a officiellement déclaré le 25 février qu'il négociait avec les groupes armés djihadistes, franchissant ainsi une ligne rouge imposée par la France depuis le début de son intervention au Sahel.

Concernant le Burkina Faso qui devrait, lui aussi, faire partie, certes dans une moindre mesure du prochain dispositif : les nouvelles autorités issues du coup d'État du 23 janvier dernier apparaissent plus favorables à la présence militaire française que l'ancien président Roch Marc Christian Kaboré. Pour autant, la situation politique n'est pas stabilisée et l'opinion publique burkinabè se montre aussi très frileuse, ce pays ayant payé le plus lourd tribut de la dégradation sécuritaire.

Quant au basculement vers les pays côtiers, il semble d'ores et déjà acquis que la France renforcera sa base d'Abidjan, qui est déjà un soutien logistique de Barkhane et où sont positionnés 950 militaires français (FFCI). Le Bénin semble aussi sur les rangs, concernant le Togo et le Sénégal, le flou demeure. Pour autant et quel que soit le format de la restructuration, la question essentielle reste posée, comme le souligne non sans pertinence l'ISS (Institute for Security Studies) : « Mettre en œuvre une approche antiterroriste identique à celle qui a été utilisée au Sahel, sans en identifier les points faibles ni faire le bilan des logiques et des pratiques des dispositifs de sécurité existants, ferait courir des risques aux pays côtiers et à la région. » En effet, reproduire les schémas qui ont conduit à l'échec sahélien dans le Golfe de Guinée conduira inévitablement aux mêmes résultats. Les mêmes causes produisant les mêmes effets...

Leslie Varenne, le 26 février 2022